

**Arrêté préfectoral de mise en demeure 28 SEP. 2023
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,
à l'encontre de la SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX, exploitant une carrière
de granite située lieux-dits Le Plo du Sidobre- Fombals et Martoulet – 81490
Saint Salvy de la Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 juin 2023, portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture d'Albi ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 autorisant la société SARL Les Granits de Sept Faux à exploiter une carrière de granite, lieux-dits Le Plo du Sidobre – Fombals et Martoulet sur le territoire de la commune de Saint Salvy de la Balme ;
- Vu** l'article PP 2 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 susvisé qui dispose : « [...] Le ravitaillement des engins est réalisé au dessus d'une aire étanche fixe ou mobile qui permet la récupération totale des hydrocarbures épanchés. »
- Vu** l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé qui dispose : « [...] L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.[...] »
- Vu** l'article L. 171-8-I du code de l'environnement qui dispose :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ».

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 18 juillet 2023, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Le ravitaillement des engins n'est pas réalisé sur une aire de rétention fixe ou mobile ;
- De nombreuses pièces de rechange sont disséminés sur le site ainsi que quelques déchets type cartons.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article PP2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2016 et de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL Les Granits de Sept Faux de respecter les dispositions de l'article PP2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2016 et de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société Les Granits de Sept Faux, sise 3 Rue de l'Arc Boisé – 81100 CASTRES, est mise en demeure de respecter :

- l'article PP2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2016 **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.
- l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint Salvy de la Balme et tenue à la disposition du public.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Saint Salvy de la Balme.

Fait à Albi le **28 SEP. 2023**

**Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,**

A blue ink signature, appearing to read 'S. SIMOES', is written over a horizontal line.

Sébastien SIMOES